

Fiche des constatations effectuées lors d'une visite d'inspection

DREAL Bourgogne

Unité territoriale : Saône-et-Loire		Subdivision : Chalon-sur-Saône																
Nom(s) du ou des inspecteurs : Gaëlle LÉVITE accompagnée de François BALMES																		
Date de la lettre d'annonce de l'inspection : 27 août 2014		Date de l'inspection : 24 septembre 2014																
Type d'inspection : <table border="0"><tr><td><input checked="" type="checkbox"/> approfondie</td><td>ou</td><td><input type="checkbox"/> courante</td><td>ou</td><td><input type="checkbox"/> ponctuelle</td></tr><tr><td><input type="checkbox"/> inopinée</td><td>ou</td><td><input checked="" type="checkbox"/> annoncée</td><td colspan="2"></td></tr><tr><td><input checked="" type="checkbox"/> planifiée</td><td>ou</td><td><input type="checkbox"/> circonstancielle</td><td colspan="2"></td></tr></table>				<input checked="" type="checkbox"/> approfondie	ou	<input type="checkbox"/> courante	ou	<input type="checkbox"/> ponctuelle	<input type="checkbox"/> inopinée	ou	<input checked="" type="checkbox"/> annoncée			<input checked="" type="checkbox"/> planifiée	ou	<input type="checkbox"/> circonstancielle		
<input checked="" type="checkbox"/> approfondie	ou	<input type="checkbox"/> courante	ou	<input type="checkbox"/> ponctuelle														
<input type="checkbox"/> inopinée	ou	<input checked="" type="checkbox"/> annoncée																
<input checked="" type="checkbox"/> planifiée	ou	<input type="checkbox"/> circonstancielle																
Motif de la planification : Respect des fréquences de visite définies par le Plan Stratégique de l'Inspection																		
Société : INDUSTRIEL FRANCE		AS / A / D / NC																
Commune : Le Breuil																		
Activité : Aciérie		Priorité : A enjeux																
Liste des installations inspectées : ensemble du site																		
Thèmes principaux : les suites des deux dernières inspections et la prévention des pollutions aqueuses et atmosphériques																		
Référentiels de l'inspection : arrêté préfectoral d'autorisation du 12 avril 2012																		
Liste des noms et qualités des personnes rencontrées sur le site lors de l'inspection : M. VERNEAU : responsable Environnement M. PERRET : responsable Exploitation Aciérie Mme POUSSOT : animatrice Production M. MARTIN : responsable Exploitation STEP (Véolia) M. CLEMENT : responsable Industrie Véolia Bourgogne																		
Principales constatations effectuées, principaux constats d'écarts par rapport au référentiel d'inspection : Le site est propre et le sujet environnemental est suivi avec sérieux. Cette inspection a permis de montrer que certaines remarques étaient récurrentes. L'inspection attend des explications et des solutions pour lever ces remarques.																		
<u>REMARQUES RELEVÉES PAR RAPPORT AU RÉFÉRENTIEL UTILISÉ LORS DE LA VISITE :</u> <ul style="list-style-type: none">– Les analyses des rejets atmosphériques montrent des dépassements récurrents.– Les quantités d'eau prélevées dans le milieu naturel dépassent les quantités prescrites.– Le plan des réseaux n'est pas mis à jour, n'est pas légendé et est incomplet.– On note des dépassements récurrents concernant le manganèse dans le rejet des eaux industrielles.– On retrouve aussi du manganèse dans les eaux souterraines.																		

Suites envisagées :

Observations à traiter par courrier

Liste des documents établis suite à la visite :

Tableau des constats

Lettre à l'exploitant

Fait à Dijon, le 17 octobre 2014

Rédacteurs

Les inspecteurs de l'environnement,



Gaëlle LÉVITE



François BALMES

Vérificateur et approbateur

Le responsable du groupe risques chroniques
et impacts,



Yves LIOCHON

TABLEAU DES CONSTATS D'ECARTS ET DES CONSTATS PERTINENTS

INDUSTEEL FRANCE au Breuil
Visite d'inspection du 24 septembre 2014

Référentiel : arrêté préfectoral du 12 avril 2012

Article	Exigence à vérifier	Conformité	Remarques / réponse apportée / référence documentaire								
DESCRIPTIONS DES INSTALLATIONS :											
1.2.1	Liste des installations concernées : Voir tableau sur l'AP.	Absence de remarque	En octobre 2013, l'exploitant informait le préfet du rajout de trois nouvelles meuleuses, augmentant la puissance installée à 1563 kW, ce qui n'avait pas d'impact sur le classement pour la rubrique correspondante (2560). Aucune autre modification des rubriques n'a été faite depuis la signature de l'arrêté. Seule la directive IED est venue ajoutée la rubrique 3220.								
PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE :											
3.1.6	<u>Étude des risques sanitaires :</u> L'exploitant est tenu d'effectuer, sous un délai d'un an, une mise à jour de l'étude des risques sanitaires du site, incluant notamment les rejets diffus ainsi que les rejets en dioxines. <i>Remarque lors de la précédente visite :</i> <i>L'étude aurait dû être remise en avril 2013. le délai d'un an n'a donc pas été respecté par l'exploitant.</i> <i>L'exploitant indique cependant que cette étude est en cours et devrait être remise au cours du 1^{er} trimestre 2014.</i>	Absence de remarque	L'étude des risques sanitaires a été reçue par l'inspection le 23 septembre 2014.								
3.2.4	<u>Valeurs limites des rejets atmosphériques :</u> Les caractéristiques des rejets à l'atmosphère, notamment le débit des effluents, les concentrations et les flux des principaux polluants, sont inférieures ou égales aux valeurs fixées dans le tableau constituant l'annexe 1. <i>Remarque lors de la précédente visite :</i> <i>Globalement les valeurs limites fixées par l'arrêté d'autorisation sont respectées, hormis en ce qui concerne les rejets des</i>	Non Conformité	On peut remarquer des dépassements récurrents lors des analyses des rejets atmosphériques. Lors de l'inspection, les résultats concernant le meulage halle G, le four de traitement thermique et les chaudières ont été contrôlés. <u>Résultats concernant le meulage halle G (analyse de 2013) :</u> <table><tr><td colspan="2">Meuleuse 1</td><td colspan="2">Meuleuses 2 et 3</td></tr><tr><td>Concentration</td><td>Flux poussières</td><td>Concentration</td><td>Flux poussières</td></tr></table>	Meuleuse 1		Meuleuses 2 et 3		Concentration	Flux poussières	Concentration	Flux poussières
Meuleuse 1		Meuleuses 2 et 3									
Concentration	Flux poussières	Concentration	Flux poussières								

chaudières vapeur process n°1 et 2 (teneurs en NOx de 160 et 191 mg/Nm3 pour une VLE de 150 mg/Nm3) et le four de traitement thermique ELTI (teneur en CO de 114 mg/Nm3 pour une VLE de 100 mg/Nm3).		poussières 3,5 mg/Nm³	0,032 kg/h	poussières 13,2 mg/Nm³	0,161 kg/h	De plus, le débit du rejet correspondant à la meuleuse 1 est supérieur au débit maximal (9 100 Nm³/h pour un débit maximum autorisé de 5 000 Nm³/h).	Résultats concernant le four de traitement thermique :	<table><tr><th colspan="3">Semestre 2 de l'année 2013</th><th colspan="3">Semestre 1 de l'année 2014</th></tr><tr><th>Paramètres</th><th>Concentrations</th><th>Flux</th><th>Concentrations</th><th>Flux</th><th>Flux</th></tr><tr><td>Poussières</td><td>5,6 mg/Nm³</td><td>0,023 kg/h</td><td>35,8 mg/Nm³</td><td>0,029 kg/h</td><td></td><td></td></tr><tr><td>NOx</td><td>31 mg/Nm³</td><td>0,021 kg/h</td><td>38 mg/Nm³</td><td>0,03 kg/h</td><td></td><td></td></tr><tr><td>SO2</td><td>0,7 mg/Nm³</td><td>0,003 kg/h</td><td>14,1 mg/Nm³</td><td>0,011 kg/h</td><td></td><td></td></tr><tr><td>CO</td><td>423 mg/Nm³</td><td>0,281 kg/h</td><td>158 mg/Nm³</td><td>0,13 kg/h</td><td></td><td></td></tr></table>	Semestre 2 de l'année 2013			Semestre 1 de l'année 2014			Paramètres	Concentrations	Flux	Concentrations	Flux	Flux	Poussières	5,6 mg/Nm³	0,023 kg/h	35,8 mg/Nm³	0,029 kg/h			NOx	31 mg/Nm³	0,021 kg/h	38 mg/Nm³	0,03 kg/h			SO2	0,7 mg/Nm³	0,003 kg/h	14,1 mg/Nm³	0,011 kg/h			CO	423 mg/Nm³	0,281 kg/h	158 mg/Nm³	0,13 kg/h			Au deuxième semestre de l'année 2013, le débit mesuré était de 23 300 Nm³/h et le premier semestre 2014, il s'élevait à 24 000 Nm³/h pour un débit maximal de 5 000 Nm³/h.
								Semestre 2 de l'année 2013			Semestre 1 de l'année 2014																																						
Paramètres	Concentrations	Flux	Concentrations	Flux	Flux																																												
Poussières	5,6 mg/Nm³	0,023 kg/h	35,8 mg/Nm³	0,029 kg/h																																													
NOx	31 mg/Nm³	0,021 kg/h	38 mg/Nm³	0,03 kg/h																																													
SO2	0,7 mg/Nm³	0,003 kg/h	14,1 mg/Nm³	0,011 kg/h																																													
CO	423 mg/Nm³	0,281 kg/h	158 mg/Nm³	0,13 kg/h																																													
Résultats concernant les chaudières de production de vapeur (analyses de concentrations de 2014) :																																																	
		<table><tr><th></th><th>Chaudière 1</th><th>Chaudière 2</th><th>Chaudière 3</th></tr><tr><td>Poussières</td><td>2,4 mg/Nm³</td><td>22,3 mg/Nm³</td><td>4,4 mg/Nm³</td></tr><tr><td>NOx</td><td>157 mg/Nm³</td><td>149 mg/Nm³</td><td>70 mg/Nm³</td></tr><tr><td>SO2</td><td>1,2 mg/Nm³</td><td>1,2 mg/Nm³</td><td>1,3 mg/Nm³</td></tr><tr><td>CO</td><td>163 mg/Nm³</td><td>81 mg/Nm³</td><td>301 mg/Nm³</td></tr></table>		Chaudière 1	Chaudière 2	Chaudière 3	Poussières	2,4 mg/Nm³	22,3 mg/Nm³	4,4 mg/Nm³	NOx	157 mg/Nm³	149 mg/Nm³	70 mg/Nm³	SO2	1,2 mg/Nm³	1,2 mg/Nm³	1,3 mg/Nm³	CO	163 mg/Nm³	81 mg/Nm³	301 mg/Nm³	L'inventaire général des émissions diffuses a été envoyé à l'inspection le 19 février 2014. Il est complet.	Une étude reste en cours pour trouver une solution pour capter et filtrer les poussières émises dans la zone du Halle E.	Cet été, des travaux décrits dans ce rapport ont été menés : la rénovation complète du système de filtration du dépoussiéreur des fours.																								
	Chaudière 1	Chaudière 2	Chaudière 3																																														
Poussières	2,4 mg/Nm³	22,3 mg/Nm³	4,4 mg/Nm³																																														
NOx	157 mg/Nm³	149 mg/Nm³	70 mg/Nm³																																														
SO2	1,2 mg/Nm³	1,2 mg/Nm³	1,3 mg/Nm³																																														
CO	163 mg/Nm³	81 mg/Nm³	301 mg/Nm³																																														
2.1.2	Émissions atmosphériques diffuses : L'exploitant réalise un inventaire général des émissions diffuses rejetées à l'atmosphère par les activités exercées sur son site. A partir de cet inventaire, un plan d'action avec échéancier visant à réduire les quantités rejetées, est établi. Cet inventaire et le plan d'action avec échéancier sont à	Absence de remarque																																															

	réaliser et à transmettre à l'inspection des installations classées sous un délai d'un an après la signature du présent arrêté. <i>Remarque lors de la précédente visite :</i> Cet inventaire aurait dû être remis en avril 2013. le délai d'un an n'a donc pas été respecté par l'exploitant. L'exploitant indique cependant que cette étude est en cours et devrait être remise fin 2013.														
PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES :															
4.1.1	<p><u>Origine des approvisionnements :</u></p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Origine de la ressource</th><th>Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau</th><th>Prélèvement maximal annuel (m³)</th><th>Débit maximal journalier (m³/j)</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Eau de surface (rivière, lac, etc.)</td><td>Bassins de la Marolle</td><td>500 000</td><td>1500</td></tr> <tr> <td>Réseau public d'eau potable</td><td>Réseau de distribution de la commune du Creusot</td><td>70 000</td><td>350</td></tr> </tbody> </table> <p>Une convention encadrant les conditions de prélèvement est établie entre l'exploitant et le gestionnaire des bassins de la Marolle.</p> <p><i>Remarque lors de la précédente visite :</i> Pour 2012, la consommation en eau potable a été légèrement supérieure à celle autorisée. Pour 2013, la consommation en eau industrielle sera supérieure à celle autorisée. ---> Il est demandé à l'exploitant d'explicitier ces résultats et d'indiquer les dispositions prises ou prévues afin de diminuer et d'optimiser ses consommations.</p>	Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m³)	Débit maximal journalier (m³/j)	Eau de surface (rivière, lac, etc.)	Bassins de la Marolle	500 000	1500	Réseau public d'eau potable	Réseau de distribution de la commune du Creusot	70 000	350	<p>En 2013, les prélèvements d'eau s'élevaient à 58 521 m³ en eau potable et 561 669 m³ en eau prélevée dans le milieu naturel.</p> <p>Le dépassement en eau industrielle est en partie expliqué par le fait que certains équipements auparavant refroidis à l'eau potable, sont maintenant, refroidis avec l'eau prélevée dans le bassin de la Marolle.</p> <p>En août 2014, les TAR ont été mises en circuit fermé, ce qui devrait diminuer la quantité d'eau prélevée au milieu naturel. L'exploitant espère obtenir un gain entre 10 000 et 20 000 m³ par mois.</p> <p>En étudiant les chiffres de 2014, la quantité d'eau potable devrait être respectée (32 000 m³ fin août) mais l'eau industrielle laisse présager un futur dépassement (453 000 m³ fin août).</p> <p>Une convention est maintenant signée avec l'exploitant et le gestionnaire des bassins de la Marolle.</p>	Non Conformité
Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m³)	Débit maximal journalier (m³/j)												
Eau de surface (rivière, lac, etc.)	Bassins de la Marolle	500 000	1500												
Réseau public d'eau potable	Réseau de distribution de la commune du Creusot	70 000	350												
4.2.2	<p><u>Plan des réseaux :</u></p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont</p>	Remarque	<p>La version présentée lors de l'inspection date du 6 mai 2014.</p> <p>Elle doit être mise à jour suite au passage en circuit fermé des TAR.</p>												

	<p>établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...), - les secteurs collectés et les réseaux associés, - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, ...), - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). <p><i>Remarque lors des précédentes visites :</i> 2013 : Il est demandé à l'exploitant de compléter le plan du site en faisant apparaître les éléments demandés dans l'arrêté d'autorisation. 2012 : Il manque une légende pour améliorer la bonne compréhension du schéma.</p>		Le plan reste sans légende et à compléter (identification de certaines installations, circuits non reliés...).
4.3.1.6	<p>Conception des ouvrages de rejets :</p> <p>Une convention de rejets est établie avec la CCM, propriétaire du bassin final qui se rejette dans le milieu naturel.</p> <p><i>Remarque lors des précédentes visites :</i> La convention n'est toujours pas signée par la CCM.</p>	Absence de remarque	Une convention a été signée avec la Communauté urbaine de Creusot Montceau le 21 février 2014.
4.3.9	<p>Valeurs limites d'émission des eaux résiduelles avant rejet dans le milieu naturel :</p> <p>Les caractéristiques des rejets, notamment la concentration journalière et le flux journalier de chacun des principaux polluants sont inférieures ou égales aux valeurs fixées dans le tableau constituant l'annexe n°2 du présent arrêté.</p> <p><i>Remarque lors de la précédente visite :</i></p>	Non Conformité	<p>Les principaux dépassements récurrents concernent le manganèse.</p> <p>Par exemple, on note une concentration de 1,340 mg/l (pour une concentration limite de 1 mg/l) et un flux s'élevant à 4,62 kg/j (pour un flux autorisé à 2,5 kg/j) en décembre 2013.</p> <p>D'après l'exploitant, la station d'épuration interne permettrait de piéger le manganèse particulière à hauteur de 98 % de moyenne mais le manganèse dissous est plus difficile à appréhender. Une expérimentation est en cours</p>

	Globalement les valeurs limites fixées par l'arrêté d'autorisation sont respectées, hormis en ce qui concerne le paramètre Mn (Manganèse) pour lequel des dépassements sont constatés.		avec Véolia, prestataire gérant la station d'épuration.				
4.4.2	<u>Mise en œuvre de la surveillance initiale :</u> L'exploitant met en œuvre sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, le programme de surveillance aux points de rejet des effluents industriels de l'établissement.	Absence de remarque	La surveillance initiale a été réalisée de septembre 2012 à février 2013.				
4.4.3	<u>Rapport de synthèse de la surveillance initiale :</u> L'exploitant doit fournir dans un délai maximal de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral un rapport de synthèse de la surveillance initiale	Remarque	Le rapport a bien été transmis à l'inspection le 10 décembre 2013. Son instruction permet de proposer à l'exploitant un APC pour poursuivre une surveillance pérenne des paramètres : Zinc, Cuivre, Nickel et Dichlorométhane. Ces deux derniers paramètres feront l'objet d'une diminution dans le rejet final.				
9.2.2	<u>Prélèvements d'eau :</u> Les installations de prélèvement d'eau en eaux de surface sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement lorsque l'installation de prélèvement est en fonctionnement. Les résultats sont portés sur un registre ou enregistrés sur support informatique avec leur historique. <u>Remarque lors d'une précédente visite (2012) :</u> Les prélèvements en eau ne sont relevés qu'une fois par semaine.	Absence de remarque	Depuis le mois de juin 2014, le relevé des prélèvements d'eau est quotidien.				
9.2.4	<u>Eaux souterraines :</u> Deux fois par an avec des prélèvements et analyses assurés en période de basses eaux (septembre-octobre) et en période de hautes eaux (mars-avril) l'exploitant assure une surveillance de la qualité des eaux souterraines situées à l'aplomb de son site. Les paramètres d'analyses, ainsi que les ouvrages de prélèvement, sont définis dans le tableau suivant :	Remarque	Les analyses sont réalisées deux fois par an. On peut y remarquer la présence de manganèse. Il est présent dans les aciers mais aussi dans le fond géochimique de la région.				
<table><tr><td>Points de prélèvement (repérés sur les plans)</td><td>Paramètres (selon normes en vigueur)</td></tr><tr><td></td><td></td></tr></table>		Points de prélèvement (repérés sur les plans)	Paramètres (selon normes en vigueur)				
Points de prélèvement (repérés sur les plans)	Paramètres (selon normes en vigueur)						

	<table><tr><td>annexés au présent arrêté)</td><td></td></tr><tr><td>PZ1(dénommé amont « Harfleur »), PZ2 (dénommé aval « Etang Breuil ») PZ3 (dénommé aval « route 152 »)</td><td>pH, DCO, HCT, HAP, Métaux : As, Cr, Mo, Mn, Ni, Pb et Zn</td></tr></table>	annexés au présent arrêté)		PZ1(dénommé amont « Harfleur »), PZ2 (dénommé aval « Etang Breuil ») PZ3 (dénommé aval « route 152 »)	pH, DCO, HCT, HAP, Métaux : As, Cr, Mo, Mn, Ni, Pb et Zn			
annexés au présent arrêté)								
PZ1(dénommé amont « Harfleur »), PZ2 (dénommé aval « Etang Breuil ») PZ3 (dénommé aval « route 152 »)	pH, DCO, HCT, HAP, Métaux : As, Cr, Mo, Mn, Ni, Pb et Zn							
	<i>Remarque lors de la précédente visite :</i> Les résultats des analyses montrent toujours la présence de trace de Manganèse au niveau des eaux souterraines. Une certaine acidité est également détectée au niveau du piézomètre n°3 (pH = 5,9). --> Il est demandé à l'exploitant d'expliciter ces valeurs et d'indiquer les dispositions prises ou prévues.							
9.2.5	<u>Surveillance environnementale (eaux environnantes) :</u> L'exploitant assure une surveillance des effets éventuels de ses activités dans les conditions définies ci-après. Des prélèvements et analyses des eaux sont réalisés deux fois par an(période basses eaux et période hautes eaux), dans l'étang Le Duc (point e1 et e2) et dans le Grand Etang de Torcy (points e3 et e5) définis sur les plans annexés au présent arrêté et suivant les normes en vigueur. Les substances suivantes sont analysées : <ul style="list-style-type: none">• hydrocarbures totaux : HCT,• Fe, Ni, Cr, Zn, As, Mo, Mn et Pb. Les rapports correspondants, avec les commentaires associés, sont adressés semestriellement à l'inspection des installations classées.	Absence de remarque	Ces analyses sont réalisées deux fois par an.					
DECHETS :								
9.2.6	<u>Déchets :</u> Les résultats de suivi des déchets sont présentés selon un registre ou un modèle établi en accord avec l'inspection des installations classées ou conformément aux dispositions nationales lorsque le format est prédéfini. Ce récapitulatif prend en compte les types de déchets produits, les	Absence de remarque	L'exploitant tient à jour un registre informatique contenant les informations attendues.					

	quantités et les filières d'élimination retenues.		
<u>PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES :</u>			
7.2.3	<u>Installations électriques :</u> Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.	Absence de remarque	Les installations électriques sont vérifiées tous les ans. Un suivi des remarques est mis en place.

